

**Le mouvement syndical européen et le développement durable dans la perspective du Sommet
de la Terre –
Une stratégie européenne pour la qualité de l'emploi et la protection de l'environnement**

Conférence de la CES
Séville, 16-18 juin 2002

**Questions basées sur une expérience de partenariat dans l'agroalimentaire
Sur les domaines d'intervention privilégiés des syndicats**

**Myriam Gérard (CSC)
18 juin 2002**

Introduction :

Le point de départ :

l'expérience d'accompagnement d'une équipe de délégués syndicaux et représentants des travailleurs des CE et comités pour la prévention et la protection au travail d'une entreprise appartenant à un groupe alimentaire de taille modeste dans le Sud de la Belgique, dans le dialogue établi avec la direction sur les préoccupations de qualité de vie et d'environnement.

Contexte institutionnel : réalisation dans le cadre du projet RISE (réseau intersyndical de sensibilisation à l'environnement qui réunit la CSC et la FGTB, avec l'aide de la Région Wallonne, dans l'objectif d'augmenter la capacité d'intervention des syndicats sur l'environnement.

Pour plus de détail, voir le rapport final sur le site www.rise.be

La présente contribution vise à réagir aux notes de discussion présentées, et d'attirer l'attention sur quatre domaines :

1. Ce que signifie normalisation et certification dans l'agro-alimentaire
2. Quels sont les niveaux pertinents d'intervention, et en particulier les limites d'une approche syndicale à partir du « micro »- si l'on vise une transition vers un mode de production et consommation alimentaire durable .
En particulier : le rôle clef de la grande distribution
3. le sens de prix comprimés au plus bas dans le domaine alimentaire
4. La question de la culture et des tendances publicitaires

Pour conclure par quelques propositions.

1. normalisation et certification dans l'agro-alimentaire

1.1 Une pertinence très limitée

Les systèmes tels ISO 14001, mais aussi HACCP concernent uniquement le procès de production. Elles n'offrent aucune garantie sur ce qui se passe en amont, càd sur la qualité des produits. Bref, elles n'induisent qu'une vision partielle des choses.

Débat ouvert : celui de la traçabilité des produits utilisés dans l'industrie de transformation.

1.2. Conflits d'objectifs :

Les normes sanitaires imposées par HACCP par exemple, très strictes, entrent en conflit avec des objectifs environnementaux et de durabilité : forte consommation d'eau et d'énergie requise

Les normes de conformité (qualité totale etc) amènent, quant à elles, à gonfler de manière considérable le volume des déchets, dont par ailleurs une très faible part est acheminée aux « restos du cœur », càd à des circuits non marchands ou des services d'aide sociale, parce que cela est considéré comme un coût financier supplémentaire..

2. La question des modes et niveaux pertinents d'intervention : des limites d'une approche syndicale à partir du « micro » à la grande distribution

Si l'on vise une transition vers un mode de production et de consommation alimentaire durable, il importe de se poser la question des modes d'intervention les plus pertinents, susceptibles d'infléchir les tendances les plus préjudiciables.

Premier constat : accéder à une vision globale de la filière alimentaire ne va pas de soi pour des représentants des travailleurs, enracinés dans un morceau de la chaîne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de taille modeste.

Indispensable : travail de sensibilisation et d'ouverture progressive à des questions plus larges, qui débordent de la stricte bonne gestion environnementale de l'entreprise agro-alimentaire.

2ème constat : L'entreprise dans l'agro-alimentaire est-elle un niveau pertinent pour exercer au mieux ses responsabilités syndicales si l'on vise une transition vers une production et consommation plus qualitative ?

Mon hypothèse est que ce n'est pas le plus stratégique, et qu'il vaut mieux pour être efficace s'attacher à une **analyse rigoureuse du rôle occupé par la grande distribution**, qui est selon moi, le niveau central sur lequel porter ses efforts, s'il fallait pointer un acteur économique central. Il va de soi que le rôle des acteurs politiques dans les orientations prises par la Pac et le débat ouvert judicieusement par la note de travail sur les subventions reste fondamental.

La grande distribution exerce tantôt des effets structurants, tantôt et hélas surtout des effets destructurants.

Effets structurants : sensibilité aux évolutions de la demande, et les états d'âme de l'opinion publique. Exemple : les OGM, acceptation d'étiquetage du moins sur la partie la plus visible (produits directs) ; le développement du bio ; ouvertures timides de discussions sur le commerce équitable, développement de vente de produits au label social tels Max Havelaar.

Effets destructurants :

a) par l'effet de taille : au plus il s'agit d'hyper marchés, au plus les impacts sont négatifs sur l'emploi total d'une part, sur l'environnement et l'insécurité d'autre part (installation à l'écart des villes ; centres villes désertées, usage accru de l'automobile etc).

b) si achats fortement centralisés : destructuration des emplois industriels locaux, allongement du transport de marchandises etc

c) contenu du cahier des charges imposés à l'agro-industrie : faible attention apportée à la qualité intrinsèque des matières premières ; imposition de formes d'emballage de plus en plus sophistiqués etc

d) guerre des prix réelle ou apparente (voir point suivant) qui pèse sur toute la chaîne (voir point 3)

3. Le sens de prix comprimés au plus bas dans le domaine alimentaire :

Indépendamment des positions syndicales à construire sur les orientations de la Pac, et des effets pervers terribles des subventions, à la fois en Europe et pour les pays du sud, reste à creuser le rôle joué dans le domaine de la fixation des prix par la grande distribution.

Ainsi, il y a peu, la chaîne allemande Aldi inondait le marché de lait vendus à moins de 25 eurocents le litre.

Cette stratégie de vente implique un mode d'élevage et de culture hyperintensif, basé sur le volume avant tout.

Présenté longtemps comme une avancée sociale (démocratisation de la consommation), on a trop longtemps négligé une approche plus globale de l'ensemble des effets de ces stratégies : pertes d'emplois dans l'agriculture, prix négociés au plus serré avec l'industrie agro-alimentaire, avec les conséquences sociales qu'un tel rapport de force impose.

4. **La culture et les orientations de l'offre ainsi que de la publicité :**

La manière de se nourrir, c'est de la culture.

A creuser : le développement du marché des plats tout préparés, à destination prioritaire des célibataires (portions individuelles comme le must dans la pub ; pub qui s'appuie sur les traditions : références à des recettes de grand-mère etc)/

- a) mesurer la résistance en Europe à certaines tendances aux Etats-Unis (plus de cuisine : juste un micro-ondes et un frigo)
- b) les jeunes et ce modèle : un segment de marché ou des tendances qui dépasseront les effets de tranche d'âge ?
- c) pour la réhabilitation de restaurants populaires, comme lieux de vie collective ?
pour la défense de la variété des goûts versus édulcoration et uniformisation

Pour conclure, Quelques propositions de synthèse :

1. Pour espérer changer de modèle de production et de consommation , sortir du secteur stricte de l'agro-alimentaire s'impose. Celui-ci n'a qu'une marge de manœuvre réduite.

2. Le lieu où porter une attention centrale : ce qui se passe dans la grande distribution.

Piste de court terme possible : créer des espaces de négociation appropriés aux groupes de distribution, s'appuyer sur leur sensibilité à, leur image de marque : par exemple, négocier une formation du personnel sur la qualité des produits, les produits du fair trade etc (projet en cours en Belgique) ; porter l'attention sur les contradictions des stratégies de vente exportées dans les PECO, et en particulier dans les pays prochainement membres de l'UE.

Piste à moyen terme, visant une intégration de critères sociaux et environnementaux par l'ensemble des groupes de distribution : supposera des alliances entre syndicats, ONG de développement, d'environnement, de consommateurs et organisations de sans emplois, pour obtenir in fine une régulation du marché (par des normes contraignantes ?) . Voir conclusions à tirer de la campagne européenne sur les clean clothes extrapolables à l'alimentation.

3. Ouvrir une série de débats , à la fois politiques , économiques et culturels :

3.1. sur les avantages et les inconvénients d'une progressive **relocalisation de la production agricole et du** sens de la dépendance accrue de s échanges internationaux de vivres .

(Le commissaire Lamy mentionne l'utilité du concept de subsidiarité dans ce domaine ; à creuser ; voir un récent débat dans The Ecologist) . Etre attentif aux nouvelles demandes sociales et aux inquiétudes soulevées par les crises alimentaires.

3.2. sur les procédés en vigueur dans l'industrie alimentaire (stérilisation, hygiène excessive)

3.3 faut-il que les prix des vivres descendent sans cesse ? Qu'y at-il derrière les bas prix ?

Quelles leçons tirer d'un prix unique tel celui pratiqué sur les livres en France ?

3.4 Sur la culture :

La gastronomie, l'art de bien manger fait partie du patrimoine européen. Sa défense implique cependant un autre mode de répartition des tâches domestiques , ainsi qu'une autre répartition du temps de travail, tout au long de la vie, voire un autre rapport au temps, tel que désigné par le mouvement italien « slow food ».

La culture au sens des valeurs, des représentation du monde et du rapport au temps ne devrait-elle pas constituer le 4^{ème} pilier du DD ?

Myriam Gérard

Formation Education Culture

Coordnatrice du projet RISE pour la CSC